

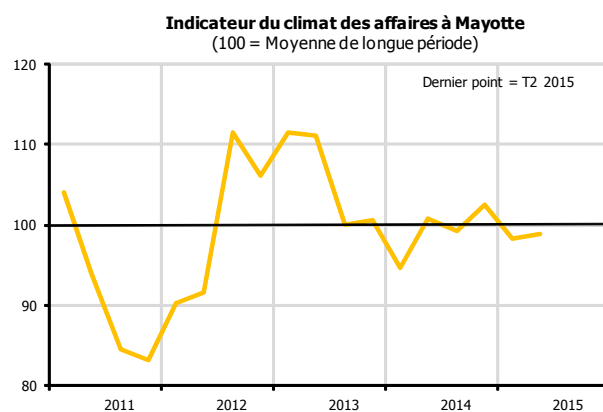
Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Un climat des affaires stable mais attentiste

Au deuxième trimestre 2015, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente légèrement de 0,6 point mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période (-1,2 point). Comme espéré par les chefs d'entreprise, les réalisations du deuxième trimestre ont été meilleures que celles du premier trimestre et contribuent positivement à l'ICA (+2,7 points). L'amélioration n'est cependant pas significative et la situation demeure fragile. À l'instar de la conjoncture économique observée tout au long de l'année 2014, le début de l'année 2015 se caractérise par un manque de confiance qui perdure. Ainsi, les perspectives attendues par les entreprises pour le troisième trimestre, qui sont négatives et limitent l'évolution de l'ICA (contribution de -2,1 points), laissent présager un nouveau repli du climat des affaires à venir.



L'évolution de l'ICA sur le premier semestre 2015 témoigne d'un climat des affaires dans l'attente d'un nouveau souffle capable de relancer significativement l'activité économique et d'améliorer la situation conjoncturelle. Outre les difficultés économiques, l'île traverse également un contexte social tendu, marqué par la tenue de mouvements sociaux qui altèrent une activité économique déjà en proie à des difficultés sectorielles depuis plusieurs trimestres. La conjugaison de ces éléments ne permet pas aux entreprises de retrouver une confiance et une visibilité en l'évolution de la conjoncture.

Bénéficiant d'une faible inflation, la consommation des ménages se renforce au deuxième trimestre, tandis que les entreprises maintiennent leurs investissements. Cette situation alimente la progression des échanges extérieurs qui enregistrent une hausse des importations comme des exportations. Toutefois la demande d'emploi continue également d'augmenter.

L'activité sectorielle bénéficie d'une moindre dégradation, hormis dans le BTP où le niveau de l'activité est au plus bas. Les chefs d'entreprise anticipent cependant une nouvelle détérioration au troisième trimestre.

ORIENTATION FAVORABLE DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE, EXCEPTÉ EN AFRIQUE DU SUD

Au deuxième trimestre 2015, l'activité touristique aux **Seychelles** reste positive. Le nombre de touristes augmente de 16,3 % par rapport au deuxième trimestre 2014 (+14,7 % au trimestre précédent). Les importations de biens d'équipement continuent également d'être dynamiques. À l'inverse, les exportations de produits de la pêche se contractent fortement. Par ailleurs, l'encours des crédits octroyés au secteur privé progresse de 2,1 % sur le trimestre.

À **Madagascar**, l'activité économique semble être bien orientée, avec des investissements en hausse. Les importations en biens d'équipement poursuivent la tendance haussière observée depuis un an. L'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse également de 3,8 % sur le trimestre. Parallèlement, les exportations restent dynamiques, malgré la baisse des cours mondiaux des matières premières. Les ventes de véhicules neufs se redressent sur le trimestre, mais se maintiennent à un niveau bas.

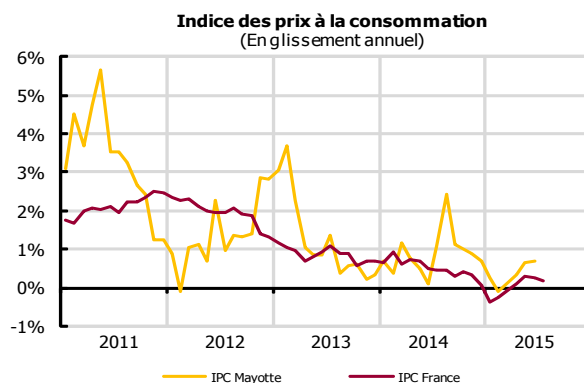
Le PIB **sud-africain** baisse de 1,5 % en rythme trimestriel annualisé au deuxième trimestre 2015 (+1,2 % sur un an). Ce replirompt avec le retour de la croissance observé depuis un an. La mauvaise orientation de l'activité minière, de l'industrie manufacturière et du secteur primaire y contribuent.

L'économie **mauricienne** continue d'être bien orientée au premier trimestre 2015, avec une croissance du PIB de 0,7 % (CVS), après +0,4 % les deux derniers trimestres. La consommation finale continue d'être le moteur de la croissance mauricienne, mais sa progression décélère (+2,5 % sur un an, après +3,3 % au quatrième trimestre 2014). L'investissement se redresse légèrement, après une baisse tout au long de l'année dernière. L'investissement en produits de la construction reste néanmoins de nouveau mal orienté. Les exportations et les importations augmentent respectivement sur un an de 16,4 % et de 15,8 %.

Légère hausse des prix à la consommation

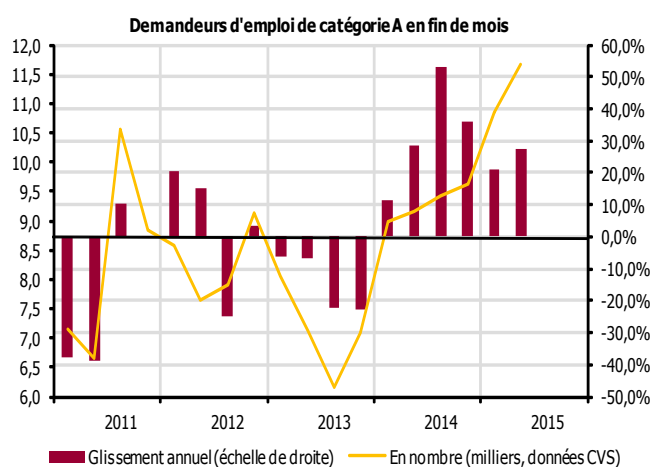
Au deuxième trimestre 2015, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente légèrement (+0,2 %), porté par l'accroissement des prix de l'énergie (+2,7 %) et de l'alimentation (+0,3 %). En revanche, les prix des produits manufacturés et des services diminuent respectivement de 0,2 % et 0,1 %.

Sur un an, l'IPC progresse également (+0,7 %), soutenu par l'augmentation des prix des services (+2,7 %) et de l'alimentation (+1,4 %), mais limité par la contraction de ceux de l'énergie (-2,5 %) et des produits manufacturés (-1,6 %).



Source : INSEE, données mensuelles

La demande d'emploi s'accroît



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

d'emploi ne contiennent qu'une information partielle. En effet, selon Pôle emploi, les offres d'emploi disponibles sur Mayotte ne leur sont pas toutes déclarées. De plus, certaines offres déposées via leur site internet ne sont pas comptabilisées dans les statistiques.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente de nouveau sur le trimestre (+7,4 %) pour s'établir à 11 662 personnes (données CVS). Cette progression concerne autant les femmes (+14,2 %) que les hommes (+13,0 %). Elle touche également toutes les catégories d'âge. Ainsi, les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans augmentent de 21,0 %, ceux de 25 à 49 ans de 13,7 % et ceux de plus de 50 ans de 15,6 %.

L'augmentation continue de la demande d'emploi depuis plusieurs trimestres s'explique en majeure partie par la formalisation progressive du marché de l'emploi. En effet, de nombreux dossiers sont régularisés et de nouveaux demandeurs d'emploi font la démarche de s'inscrire au Pôle emploi. Eu égard au nombre important de personnes qui recherchent un emploi sans s'être encore déclarées comme telles (environ 28 000 selon l'enquête emploi 2014), le nombre de DEFM A devrait encore s'accroître dans les trimestres à venir.

Au deuxième trimestre, 569 offres d'emploi ont été déposées au Pôle emploi, contre 367 au premier trimestre, soit une augmentation de 55,0 % (+1,8 % sur un an). Cependant, les données sur les offres

Renforcement de la consommation des ménages

Après avoir montré quelques signes de ralentissement au premier trimestre, la consommation des ménages augmente nettement au deuxième trimestre.

Les commerçants font état d'une activité clairement en hausse sur le trimestre, et affichent un optimisme quant à l'évolution de leur volume d'affaire au troisième trimestre, ce qui augure d'un niveau d'activité encore bien orienté.

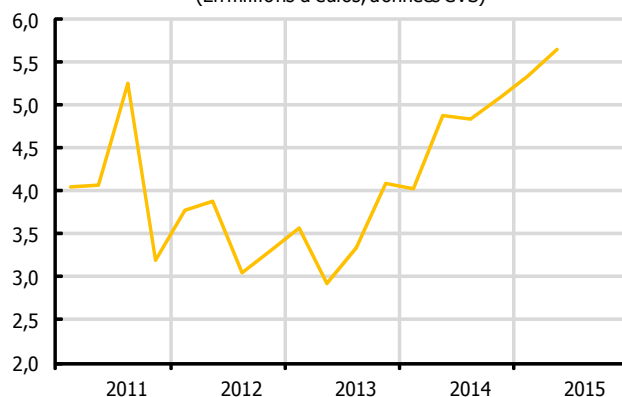
Par ailleurs, les importations de produits destinés aux ménages progressent de manière non négligeable. Les importations de produits courants (biens de consommation non durable) augmentent ainsi de 13,4 % tandis que celles de biens d'équipement du foyer (biens de consommation durable) croissent de 6,0 %.

L'encours des crédits à la consommation poursuit son évolution positive et enregistre une hausse de 2,9 % (après +1,6 % au dernier trimestre), atteignant un nouveau record historique.

En revanche, les immatriculations de véhicules neufs diminuent de 2,1 % (+0,1 % sur un an), après +3,2 % au trimestre précédent.

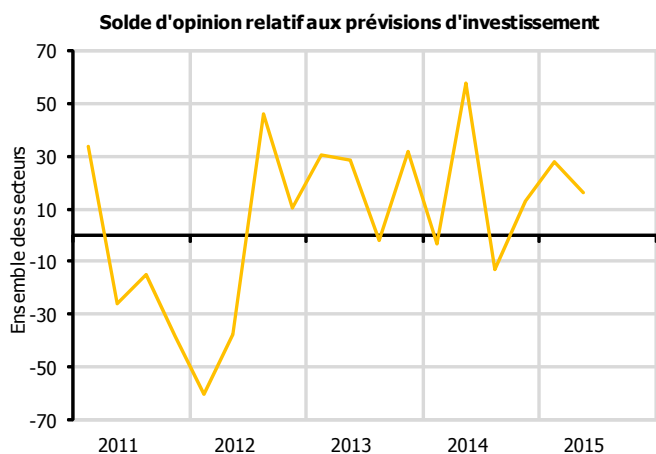
Importations de biens de consommation durable

(En millions d'euros, données CVS)



Source : Douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Les entreprises maintiennent leurs investissements



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les intentions d'investir des chefs d'entreprise restent dans l'ensemble toujours positives. Cependant, le climat d'attente altère la confiance de certaines entreprises, qui revoient leurs prévisions d'investissement à la baisse. Ainsi, elles poursuivent leurs investissements, mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement perd 11,4 points au deuxième trimestre.

Les réalisations relatives à l'investissement au deuxième trimestre sont bien orientées. Tous les indicateurs suivis progressent. Les importations de biens d'équipement professionnel augmentent de 7,7 % et celles de biens intermédiaires de 10,6 %.

Les encours bancaires de crédits à l'investissement (+2,8 %) et de crédits à l'habitat des entreprises (+1,8 %) croissent également.

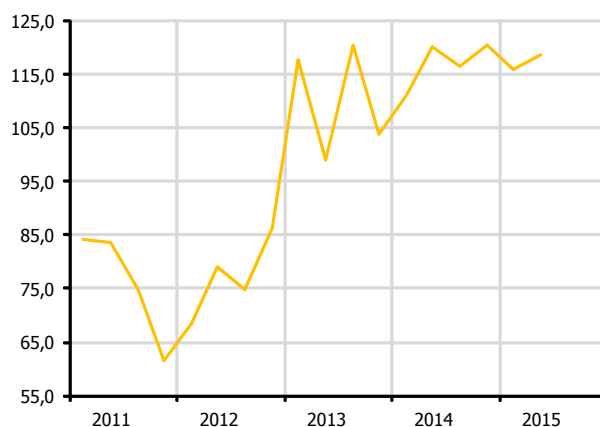
Hausse des importations

Après une diminution au premier trimestre 2015, les importations augmentent de 2,3 % au deuxième trimestre pour atteindre 118,6 millions d'euros (CVS).

Les principales catégories de produits concourent à cette progression générale des importations, autant celles destinées aux ménages que celles spécifiques à l'activité des entreprises.

Les exportations, suite aux reculs des deux trimestres précédents, enregistrent un bond de 43,3 % (+24,0 % sur un an). Les volumes exportés de Mayotte au cours du deuxième trimestre ont été multipliés par 1,4, en comparaison aux données du premier trimestre, et s'élèvent à 2,4 millions d'euros (contre 1,7 million d'euros au premier trimestre).

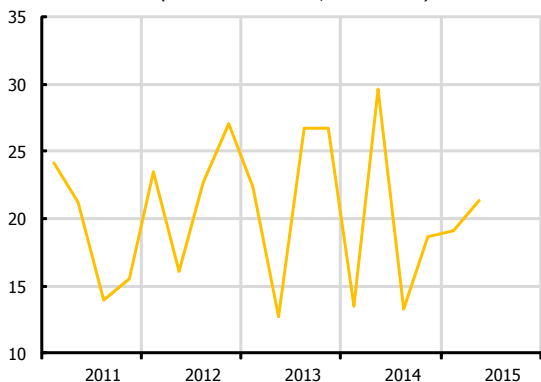
Importations
(En millions d'euros, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

MOINDRE DÉGRADATION DE L'ACTIVITÉ GLOBALE

Importations de ciment
(En millions de tonnes, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Au deuxième trimestre 2015, les chefs d'entreprise rapportent un niveau d'activité toujours faible, mais moins dégradé qu'au premier trimestre. L'amélioration observée par les professionnels n'a pas été assez significative pour permettre un regain de confiance, ce qui les conduit à formuler des perspectives pessimistes pour le troisième trimestre.

Dans le secteur primaire, les exportations dans la **filiale aquacole** augmentent de 66,9 % (+35,9 % sur un an). Cependant, le secteur aquacole fait face à des difficultés organisationnelles qui limitent son développement. La filiale enregistre d'ailleurs la disparition, suite à une liquidation judiciaire, d'un de ses acteurs majeurs. Les volumes exportés demeurent ainsi faibles en comparaison aux niveaux atteints sur la période récente. Les importations d'**espèces avicoles** se réduisent nettement (-72,9 % sur le trimestre, -36,5 % sur un an).

Dans le **secteur du BTP**, selon les chefs d'entreprise, l'activité s'est une nouvelle fois détériorée et se trouve au plus bas, conformément à ce qu'ils

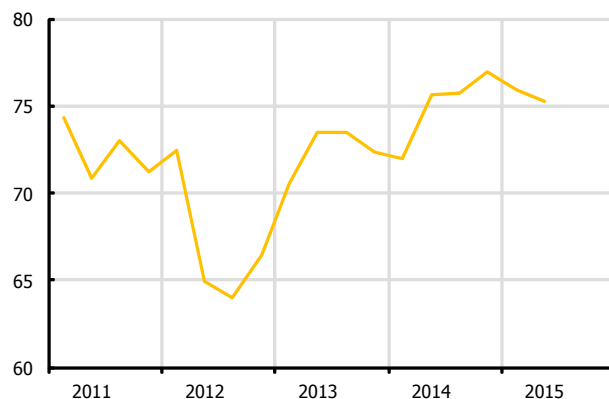
prévoient à la fin du premier trimestre. L'inquiétude et le manque de confiance et de visibilité à court terme caractérisent l'opinion des professionnels du secteur, qui envisagent encore une fois une dégradation de leur activité pour le prochain trimestre. L'augmentation de 3,0 % de l'encours bancaire des crédits à l'habitat des ménages (+16,1 % sur un an) indique une demande privée croissante, dont le volume est toutefois limité et insuffisant pour soutenir significativement l'activité du secteur. Cependant, les entreprises déclarent également un léger rétablissement de leurs délais de paiement et une amélioration de leurs trésoreries. Au deuxième trimestre, les importations de ciment augmentent de 11,7 %, mais diminuent de 28,1 % par rapport au deuxième trimestre 2014.

L'activité du secteur du **commerce**, souvent en phase avec l'évolution de la consommation des ménages, rebondit nettement après un fléchissement notable au premier trimestre. Les soldes d'opinion indiquent une activité et des prévisions d'investissement bien orientées. Les commerçants sont également optimistes pour le troisième trimestre, pour lequel ils prévoient à nouveau une progression de leur volume d'activité globale.

Dans le secteur des **services marchands**, les réalisations sont globalement meilleures qu'au premier trimestre. Alors que les chefs d'entreprise anticipaient une évolution négative, leur solde d'opinion relatif à l'activité s'est amélioré et révèle une activité qui s'est relancée au deuxième trimestre. Cela s'accompagne également d'une évolution positive des effectifs dans le secteur puisque le solde d'opinion progresse sensiblement. Par ailleurs, les intentions d'investir, bien que toujours mal orientées, se sont également nettement améliorées. Cependant, malgré ces résultats, les chefs d'entreprise restent pessimistes quant aux prévisions du troisième trimestre.

L'**activité touristique** enregistre, pour le deuxième trimestre consécutif, une baisse conjointe du nombre de passagers (-0,9 %, CVS) et du nombre de vols (-8,5 %, CVS) à l'aéroport de Dzaoudzi. Sur un an, le trafic aérien diminue également puisqu'entre juin 2014 et juin 2015 le nombre de passagers se contracte de 0,5 % et le nombre de vols de 12,9 %.

Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions du FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à 1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de 0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de 1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8 % après -0,1 % en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2015 – Dépôt légal : septembre 2015 – ISSN 1952-9619